



LETTRES D'EUROPE & ENTREPRISES

Novembre 2012 – n°63

SOMMAIRE

Avenir de l'euro : les leçons d'une criseP. 2 <i>par Bruno VEVER</i>
Images de marque et EuropeP. 4 <i>par François-Xavier BELLEST</i>
Plus d'Europe pour moins de dettes, appel à un « new deal » européenP. 6 <i>par Philippe LAURETTE et les administrateurs d'Europe et Entreprises</i>
Informations & AgendaP.10



Avenir de l'euro : les leçons d'une crise

Bruno VEVER

Quatre ans après son déclenchement sous l'effet domino des « subprimes » d'outre-Atlantique, la crise de l'euro, comme celle de l'économie européenne, perdure par delà les rémissions qui alternent avec les accès de fièvre. Les manifestations sociales contre les rigueurs souvent extrêmes des politiques d'austérité et l'absence actuelle de perspectives d'amélioration se renforcent et s'étendent. La confiance des marchés ayant été durement ébranlée, comme celle des entrepreneurs, des salariés, des électeurs et de l'opinion dans son ensemble, le « bout du tunnel » ne deviendra visible qu'en tirant les leçons des raisons de cette persistance.

Cinq erreurs aussi fatales que constantes nous ont mis dans l'impasse actuelle :

- . *l'absence d'objectif mobilisateur faisant suite à l'euro et aux élargissements,*
- . *l'incapacité à doter la zone euro d'un bouclier dissuasif pour les spéculateurs,*
- . *le refus de mutualiser aucun volet de nos politiques budgétaires et fiscales,*
- . *l'opposition stérile cultivée entre tenants de la rigueur et ceux de la croissance,*
- . *l'entretien pervers par les acteurs politiques d'un désamour européen de l'opinion.*

Les leçons à tirer de ces cinq erreurs sont claires : remédier enfin à ce que, bien à tort, nous n'avons pas voulu, pas pu ou pas su faire jusqu'à présent.

La première urgence est de fixer à l'Europe un nouvel objectif, crédible, visible et entraînant. L'union monétaire a été traitée comme un point d'arrivée sinon de congélation, et non de départ. Le grand élargissement n'a été accompagné d'aucun approfondissement à la hauteur, l'échec du traité constitutionnel, mal ravaudé depuis, ayant contribué au blocage. Quant à l'infortunée « stratégie de Lisbonne » ambitionnant pour 2010 une Europe « la plus compétitive du monde », qui s'en souvient encore ? Et qui connaît la stratégie « Europe 2020 » qui lui a succédé en rééditant tous les travers d'un échec aussi patent que non analysé et non assumé ?

Le bon sens suggérerait de combler ce vide européen, si mal ressenti tant par les marchés que par les électeurs, avec une feuille de route autrement crédible : réaliser d'ici 2020 l'union économique intégrée qui manque à l'union monétaire, ce qui nous pénalise face à la mondialisation. Le projet Barnier d'union bancaire constitue certes un premier pas, mais où est la feuille de route pour guider nos pas ?

L'autre urgence, qui va de pair, est de protéger durablement la zone euro des spéculations financières. Après avoir lancé bien imprudemment l'euro sans aucun fonds d'assistance mutuelle, nos dirigeants ont été contraints par la crise financière à improviser des mécanismes d'appui mobilisant des centaines de milliards d'euros. Aussi exorbitants qu'ils puissent paraître, ces montants seront insuffisants en cas de décrochages plus importants. La seule défense efficace



serait de brouiller les cartes d'une spéculation qui attise les taux, creuse les déficits et fracture la zone euro, décourageant les efforts les plus sincères et les rigueurs les plus strictes.

La Banque centrale européenne a montré la voie en décidant cet été le rachat illimité des titres publics en difficulté. Ce premier pas devrait être suivi et amplifié par d'autres : l'audace très rationnelle d'« eurobonds » apparaît comme le seul moyen d'assurer un bouclier efficace tout en donnant de vraies chances aux efforts légitimement requis des Etats bénéficiaires.

Ceci supposera aussi de se décider à mutualiser une part significative des politiques budgétaires des Etats. Le rééquilibrage des dépenses publiques ne pourra réussir qu'en inaugurant une règle d'eurocompatibilité justifiant certains transferts ciblés au niveau européen, notamment dans les domaines conditionnant notre identité et notre sécurité commune (cf. douanes, protection civile, défense, diplomatie).

Les économies d'échelle de telles mutualisations ne manqueraient pas d'ouvrir des perspectives inédites aux préférences d'achats publics, aux investissements et à l'activité économique. Et elles justifieraient de mettre en place, à l'échelle de la zone euro, un budget significatif, doté de ressources propres pouvant notamment concerner les transactions financières, l'énergie, les normes environnementales.

Pareilles mises en commun de nos politiques budgétaires permettraient de créer une dynamique inédite dépassant les controverses stériles entre rigueur et croissance. Cette dynamique devrait être amplifiée par l'émission d'emprunts européens pour investir massivement dans les domaines stratégiques qui conditionnent tant notre compétitivité que notre sécurité.

Cette solidarité européenne retrouvée devrait aller de pair avec un front uni à l'international, s'appuyant tant sur le service européen pour l'action extérieure que sur la réalité fédérale de l'euro, afin de renforcer notre poids commun dans la mondialisation et sur les marchés tiers, au lieu de nous laisser jouer les uns contre les autres à notre détriment constant. Cette solidarité européenne devrait, à l'instar de celle qui existe déjà à l'OMC, s'exprimer à travers une voix unique dans les enceintes internationales à vocation tant économique (G20, FMI) que sociale (OIT) et s'élargir au domaine politique, notamment à l'ONU.

Et c'est bien ainsi, en retrouvant la voie du bon sens à travers celle d'une intégration dynamique et solidaire, que nous pourrions réconcilier de surcroît l'Europe et les Européens !

Bruno VEVER, secrétaire général d'Europe et Entreprises



Images de marque et Europe

François-Xavier BELLEST

Le mois dernier, le cabinet anglo-saxon de conseil en marketing *FutureBrand** a publié son huitième classement des pays possédant la meilleure image de marque. Des consultants, originaires d'une vingtaine de pays, tous spécialistes du brand marketing ont évalué 118 pays en définissant la perception de leur image de marque. Pour ce faire, *FutureBrand* a synthétisé les avis de 3.600 leaders d'opinion ainsi que d'un collectif constitué d'experts en mondialisation, politique gouvernementale et médias. Pour faire la différence et classer les pays, cinq facteurs clés sont analysés. Le premier concerne le système des valeurs sociales (qui inclue la liberté politique, la qualité de l'environnement, la stabilité des lois, la tolérance et la liberté de parole). Le second prend en compte la qualité de vie (soit le système éducatif, celui de la santé, le niveau de vie, la sécurité et l'emploi). L'attrait économique est aussi décrypté (avec le climat pour l'investissement, l'environnement technologique, les aspects légaux et de régulation ainsi que la qualité de la main d'œuvre). L'héritage historique et culturel est aussi pris en considération (avec l'histoire, l'art, la culture et la beauté de la nature). Enfin, le dernier facteur clé pris en compte est la qualité générale du tourisme et son niveau de développement dans le pays analysé.

FutureBrand relève qu'« une bonne image de marque nationale pour un pays représente plus que la somme de ses caractéristiques. Elle a pour vocation d'améliorer la qualité de vie de ses habitants ».

Force est de constater que sur les 25 marques de pays apparaissant dans le classement, 11 sont européennes. Imaginez onze drapeaux européens dans le visuel situé en page 5, aux côtés de chaque pays... ! Impensable car nous aurions pu assimiler cette adjonction à un label. Et l'Europe, vous en conviendrez, n'est certainement pas un label ! Quoique ! Ces derniers temps, dans de nombreux discours, la marque Europe est malmenée au point de se comporter comme une garante, une caution, un label...

Dans ce classement *FutureBrand*, la Suède est la première marque nationale européenne, suivie de l'Allemagne, de la Finlande, la Grande-Bretagne et le Danemark. La France perd 4 places, par rapport à 2011, et devance sur sa 13^e place, l'Italie, l'Autriche, les Pays-Bas, l'Espagne, l'Irlande et l'Islande.

Toqué de PIIGS, cet acronyme péjoratif qui identifie dans le monde économique les cinq pays qui ont des économies faibles, Portugal, Italie, Irlande, Grèce et Espagne : ces marques nationales ne sont pas tant en déclin que cela. Ainsi, alors l'Italie se classe au 15^e rang et l'Irlande au 21^e, sur 118 pays analysés, l'Europe en crise, ne se porte pas si mal.

Bien que la Suisse ne soit pas intégrée à l'Europe des 27, ce pays européen prend la tête du classement des nationalités possédant « la meilleure image de marque dans le monde », détrônant le Canada, qui passe second. La Suisse évoque une marque exceptionnellement bien perçue, avec une tendance croissante puisque la Suisse ne figurait pas dans le top 10 il y a trois ans.

Derrière la Suisse et le Canada, on trouve ainsi le Japon (3^e), qui devance la Suède, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, l'Allemagne et les Etats-Unis. La France cède quatre places mais se maintient en 13^e position dans un contexte pourtant difficile. Les pays nordiques sont bien représentés avec quatre pays classés parmi les douze premiers. Les Pays-Bas affichent la plus forte progression (plus cinq places) en se classant à la 18^e place, tandis que l'Italie et l'Espagne cèdent cinq places pour se retrouver respectivement 15^e et 19^e du classement.

Dans l'étude, les pays africains brillent par leurs absences, tout comme les pays des révolutions arabes. Normal... Des pays comme l'Inde et la Chine mériteraient certainement d'être à l'avenir dans le top25, ils



ont du mal à parvenir au sommet sans tenir compte des perceptions et réalités (droits de l'homme, la corruption politique, la qualité de vie, etc.).

Dans la catégorie « *marques de pays en déclin* », les États-Unis, que les auteurs de l'étude qualifient néanmoins de marque iconique, glissent au huitième échelon. La Russie et la Syrie ont également connu de remarquables chutes et sont désormais respectivement 83^e et 111^e.

Pour revenir au classement 2012, il est intéressant de se pencher un instant sur le pays lauréat de l'année, la Confédération helvétique. La Suisse et l'Europe ont signé au fil des ans quelque 120 accords bilatéraux qui réglementent leurs relations. Cependant, ces dernières sont assez tendues avec l'Union Européenne. La Confédération n'entend pas adhérer à l'Europe communautaire, le peuple suisse y est farouchement opposé, mais Berne souhaite avoir un pied à l'intérieur tout en demeurant en dehors du système.

La Suisse réclame un droit de codécision sur les modalités de la construction européenne. Une attitude qui agace souverainement les 27. Bruxelles, au contraire, exige de la Suisse, si elle veut se rapprocher davantage du marché commun, qu'elle reprenne sans exception l'acquis communautaire. C'est donc à prendre ou à laisser. A ce jour, seuls trois des six cantons romands (Fribourg, Neuchâtel, Jura) sont favorables à l'adhésion à l'UE. Notons que le Jura Suisse est une République indépendante dans le système confédéral suisse et que ce canton est quasiment aussi européen que les membres de l'Union européenne.

Dans le contexte actuel de la crise, l'image de marque de la Suisse peut-elle « servir » les pays membres, et par ricochet l'image de l'Europe ?

Partagée entre « ressembler » aux Etats-Unis d'Amérique et se « rapprocher » de la Chine, l'Europe en oublierait-elle ses valeurs ? Affirmées pour la première fois par le traité sur l'Union européenne, signé à Maastricht en 1992 et complété par le traité d'Amsterdam (1997), les valeurs de l'Union sont précisées par le traité de Lisbonne (2007).

Ainsi, l'Europe a tout d'une grande marque... Une histoire, un espace, un territoire, une identité, des valeurs, un logo... La seule chose qui semble lui faire défaut, depuis trop longtemps, est la voix de la marque Europe. Quel est donc son(sa) porte-parole ? Dans une Europe en crise, il serait nécessaire d'apprendre à faire parler sa marque par une seule et même voix, non un chœur de 27 voix !

François-Xavier Bellest,
Sémiologue, administrateur d'E&E.

2012-13 Top 25 Country Brands



* Toute l'étude est disponible [ici](#) (en anglais uniquement).



PLUS D'EUROPE POUR MOINS DE DETTES

Appel d'Europe et Entreprises à un « new deal » européen

La crise interminable qui mine l'économie européenne et fragilise l'euro va de pair avec des questions brûlantes laissées sans réponse :

- comment résoudre l'équation apparemment insoluble d'un endettement public abyssal qui est aggravé par nos contreperformances et aggrave celles-ci ?
- comment tenir ainsi nos engagements budgétaires de rigueur sans plomber des prélèvements fiscaux déjà excessifs, ni démembrer un mode de société qui va de pair avec notre identité européenne, ni pénaliser davantage nos investissements, notre compétitivité, notre croissance et nos emplois ?
- comment retrouver enfin cette confiance en nous-mêmes qui commande tout, à commencer par notre dynamisme et notre foi en l'avenir ?

Nous n'avons plus les moyens de trouver isolément les réponses à ces questions, ni le temps de prolonger nos attermoissements européens. Des décennies d'endettement des Etats et de demi-mesures européennes, trop peu et trop tard, ont aggravé une situation qui menace à présent de nous échapper, rendant possibles les scénarios les plus pessimistes.

Seul un « new deal » européen plus audacieux et plus cohérent, dépassant le socle utile mais bien trop restreint du nouveau traité intergouvernemental, pourra nous permettre d'assumer les économies budgétaires imposées par les erreurs du passé tout en réalisant conjointement des économies d'échelle et des gains de productivité dont nous avons le plus grand besoin pour affronter l'avenir.

Il nous faut donc regagner collectivement des marges de manœuvre que nous avons perdues isolément et engager, à l'échelle des 17 de l'euro à défaut des 27, un processus d'intégration dynamique et solidaire visant :

- une union bancaire pour sécuriser les financements,
- une union financière pour dissuader les spéculations,
- une union budgétaire pour créer des économies d'échelle,
- une union fiscale pour rééquilibrer les prélèvements publics,
- une union entrepreneuriale pour relancer les investissements.



1. Une union bancaire pour sécuriser les financements

Nous n'avons plus les moyens d'entretenir les défiances entre banques, séquelles persistantes de la crise des subprimes de 2008 qui a contraint les Etats membres à improviser, chacun à sa façon, des mesures de sauvegarde, la BCE devant elle-même réamorcer en permanence des circuits financiers toujours grippés à ce jour.

Il nous faut donc accélérer l'adoption du plan Barnier d'union bancaire, seul moyen de débloquent les flux au sein du marché unique en assurant, si possible à 27 et si nécessaire à 17, une même surveillance bancaire, un accès sûr des entreprises aux financements et une garantie commune des dépôts. Il n'est plus temps de tergiverser sur ce premier pas indispensable pour restaurer la confiance !

2. Une union financière pour dissuader les spéculations

Nous n'avons plus les moyens de payer les coûts exorbitants des impasses financières des uns puis des autres, alors qu'il faudrait les prévenir. Face à l'emballement des spéculations qui attisent les taux, creusent les déficits et fracturent la zone euro, il est urgent d'amorcer la pompe au lieu de se disputer sur son mode d'emploi ou de se réfugier chacun sous sa propre couette !

Il nous faut donc brouiller les repères des spéculations qui s'alimentent d'elles-mêmes et compliquent voire empêchent les retours à l'équilibre. La BCE a montré la voie en décidant cet été le rachat au besoin illimité de titres publics en difficulté.

Par delà le lancement enfin opérationnel du mécanisme européen de stabilité, qui amorce déjà une force d'intervention et de dissuasion significative, *l'émission d'obligations communes à la zone euro (eurobonds) reste l'objectif incontournable pour garantir une défense réellement durable et efficace*, en mutualisant au meilleur coût une part substantielle de la dette à moyen et long terme. Cette audace très rationnelle sera seule en mesure de détendre les taux et de valoriser pleinement les efforts budgétaires des Etats qui en ont le plus besoin, tout en légitimant davantage encore un contrôle accru de leurs engagements.

La mise en place d'un *Institut financier européen permettrait d'ouvrir la voie à un Trésor européen* pour émettre et gérer dans l'intérêt commun ces eurobonds (de même qu'un Institut monétaire européen avait ouvert celle de l'euro et de la BCE).

3. Une union budgétaire pour créer des économies d'échelle

Nous n'avons plus les moyens des doubles emplois et des triples coûts de budgets nationaux déconnectés, qui les rendent aussi pesants qu'impuissants. Leur retour à l'équilibre ne peut plus être dissocié des exigences d'eurocompatibilité.

Il nous faut donc développer des mises en commun budgétaires en fonction d'un principe de subsidiarité, c'est-à-dire chaque fois qu'elles correspondent aujourd'hui à l'échelle pertinente (telles que douanes et gardes-côtes, police et protection civile transfrontalière, renseignement, diplomatie, défense et sécurité communes).

A l'instar des besoins d'un Institut financier européen, *un Institut budgétaire européen devrait aider les Etats à cibler le champ potentiel des mutualisations*, en analysant les économies d'échelle, gains de productivité et allègements fiscaux escomptables, les modes d'organisation dans la défense des intérêts



communs, les nouvelles perspectives d'investissements et de marchés publics, les nouveaux partenariats requis tant sur le plan administratif qu'industriel et technologique.

Dans de telles conditions, un « eurobudget » des Etats de l'euro serait appelé à s'affirmer par delà le budget des 27. Le bridage persistant de ce dernier à 1% du PIB, correspondant aux besoins originels d'un marché commun, ne serait plus de mise pour un tel eurobudget au service d'une intégration dynamique et solidaire. Une perspective de 5% du PIB, même très ambitieuse, serait dès lors envisageable pour cet eurobudget, tout en restant bien en deçà du niveau fédéral américain de 20%.

4. Une union fiscale pour rééquilibrer les prélèvements publics

Nous n'avons plus les moyens de jouer fiscalement les uns contre les autres, « paradis contre enfers », au seul bénéfice de capitaux sans cadre ni attaches et au détriment des finances publiques de l'Europe dans son ensemble, alors même que les assujettis peu ou non mobiles sont par contre, et par voie de conséquence, soumis à des impositions très lourdes.

Il nous faut donc aller vers un encadrement européen raisonnable de la fiscalité des capitaux, à un seuil juste mais restant attractif, qui pourrait être comparable aux taux américains. Une voie vient de s'entrouvrir avec la volonté manifestée par une majorité des Etats de la zone euro de s'accorder sur une taxation européenne des transactions financières. Il serait logique qu'à l'avenir un pacte fiscal devienne une composante à part entière de la solidarité financière accrue autour de l'euro.

La perspective d'un « eurobudget » pourrait elle-même s'amorcer en affectant de telles ressources fiscales communes au pot commun, sous condition expresse d'un principe de non-alourdissement des prélèvements obligatoires dans la zone euro.

Ce paquet européen tant fiscal que budgétaire et financier, dont la nécessité s'esquisse de plus en plus clairement, devrait donner matière dans des délais rapprochés à un nouveau traité autour du socle tant fondateur que refondé de l'euro, tirant enfin toutes les conséquences politiques et institutionnelles des exigences et des perspectives d'une union économique et monétaire intégrée.

5. Une union entrepreneuriale pour relancer les investissements

Nous n'avons plus les moyens de multiplier en sous-main les obstacles à une stratégie économique européenne, sous couvert apparent d'une stratégie « Europe 2020 » qui n'a tiré aucune leçon de l'échec d'une précédente stratégie de Lisbonne 2000-2010 qui fut aussi téméraire dans ses déclarations (Europe la plus compétitive du monde !) que pusillanime et divisée à l'épreuve du feu, et pour finir muette à l'heure des tristes bilans enfouis dans les tiroirs. De leur côté, nos concurrents mondiaux préfèrent investir massivement dans le futur plutôt que discourir sur lui !

Une raison majeure des déconvenues économiques de l'Europe est d'avoir découragé l'affirmation d'euro-entreprises en fossilisant un parcours d'obstacles aussi dissuasif aujourd'hui qu'il y a trente ans (cf. statut, brevet, fiscalité, fondations, fusions, sous-traitance, marchés publics, assurance crédit à l'exportation, etc.).

Il nous faut donc retrouver ensemble les capacités d'investir qui nous manquent face à la crise. La mise en commun de certaines dépenses publiques des Etats, tout en facilitant leur désendettement, ouvrirait des opportunités de marchés publics inédites pour de nouveaux partenariats européens d'investisseurs. Et une



solidarité accrue des Etats les amènerait à encourager et non contrecarrer le développement d'euro-entreprises de toutes tailles tant au sein du marché unique que sur les marchés tiers.

Loin des impasses d'austérité où nous nous enfonçons, cette solidarité nous donnerait la crédibilité justifiant les emprunts européens d'intérêt stratégique dont nous avons besoin : transports, télécommunications, défense, espace, énergie, biotechnologie, environnement. Comment douter de l'accueil des marchés à une telle Europe enfin décidée à s'unir tant pour préparer l'avenir que pour apurer le passé ?

Le « new deal » en bref : unir nos moyens pour tenir nos objectifs !

Nous n'avons plus les moyens de détricoter côté cour la solidarité que nous tissons côté jardin en accusant des effets de nos inconséquences la terre entière, donc la mondialisation, qui n'en est pas responsable, nos partenaires européens qui nous renvoient l'image de nos égoïsmes, et bien sûr « Bruxelles » qui n'est dès lors qu'un compromis résiduel de nos contradictions, injustement livré à la vindicte publique.

Nous n'avons pas davantage le temps de persister dans nos incohérences. Si nous devons échouer à réussir pareil « new deal » européen, l'endettement abyssal de nos Etats conjugué à une dépression économique et sociale incontrôlée finira bien par nous faire sombrer. La mondialisation se chargera de notre épitaphe, et les historiens des commentaires peu élogieux qui iront avec.

Il nous faut donc tirer les leçons de nos erreurs cumulées et fondre le plomb des dettes nationales, qui nous a mis dans l'impasse, dans le creuset européen d'une intégration dynamique et solidaire, qui nous rouvrira toutes les perspectives !

Philippe Laurette, Président, et les administrateurs d'Europe et Entreprises



INFO

Pour les membres du Conseil d'Administration :

Le CA se déroulera à la Maison de l'Europe de Paris, le mercredi 12 décembre, à 14h30, avant l'intervention d'Oliver Molthan et Arsène Losson.

N'oubliez pas :

De vous connecter sur notre site internet www.europe-entreprises.com et d'en faire la promotion auprès de vos interlocuteurs, en l'incluant par exemple dans le bloc-signature de vos courriels !

AGENDA

Mercredi 12 décembre, à 18h00 à la Maison de l'Europe de Paris – 35 rue des Francs Bourgeois – 75004 Paris

Europe & Entreprises et la Maison de l'Europe de Paris avec le soutien de Fenêtre sur l'Europe vous invitent à l'intervention d'Oliver MOLTHAN & Arsène LOSSON. Facilitateurs en environnement international, ils interviendront sur le thème :

La coopération franco-allemande : casse-tête ou plaisir partagé ?

Au cours d'un échange interactif avec les participants, nous proposons :

- *d'identifier à grands traits les principales spécificités de la culture allemande et de la culture française dans le milieu professionnel*
 - *de montrer comment ces deux cultures peuvent jouer ensemble un jeu gagnant-gagnant*
 - *et ainsi générer à terme une compréhension mutuelle profonde*
-

EUROPE & ENTREPRISES

Association loi 1901

Maison de l'Europe de Paris

35 rue des Francs Bourgeois

75004 Paris

www.europe-entreprises.com

Président, Directeur de la Publication :

Philippe Laurette

Rédaction : entreprise_europeenne@yahoo.fr

Rédacteur en chef : François-Xavier Bellest

Editorialiste : Bruno Vever

Production : Europe & Entreprises

Numéro ISSN : 1638-6094

Europe & Entreprises est un lieu de rencontre, d'information et de débats sans tabous sur l'Europe.

Pour recevoir un dossier sur Europe & Entreprises,

Contactez le secrétariat de l'association en

envoyant votre carte de visite au siège de

l'association ou en envoyant un mail à :

entreprise_europeenne@yahoo.fr